

Instances du 7 mars 2011

Conseil d'administration Assemblée générale



Quimper Cornouaille Développement

INSTANCES DU 7 MARS 2011

Réunions convoquées le 7 mars 2011 à 14H30

à l'Hôtel de Ville de Quimper

<u>Ordre du jour</u>	<u>Conseil d'Administration</u>	<u>Assemblée générale</u>
1. Programme partenarial 2011	Approbation	
2. Budget 2011	Proposition	Approbation
3. Cotisations 2011	Proposition	Approbation
4. Modification :		
- de représentation au conseil d'administration	Approbation	
- de désignation au bureau	Approbation	
5. Appel à projet mer-littoral : plan de financement	Approbation	
6. Conduite du projet lalys – cluster : plan de financement	Approbation	
7. Questions diverses, actualité de l'agence		

Programme partenarial 2011

Comme toute agence d'urbanisme, Quimper Cornouaille Développement se doit de définir et conduire ses activités sous la forme d'un programme partenarial adopté par ses instances, répondant collectivement aux attentes de ses membres et conforme aux moyens humains et financiers dont dispose l'agence.

Le programme initial adopté en 2010 est un élément fondateur de l'agence et ses grandes lignes ont vocation à perdurer sur plusieurs années. Un premier point a été fait au conseil d'administration du 2 novembre dernier sur l'actualité de ce programme, alors qu'une série d'entretiens avec chacun des membres était en cours pour échanger sur les perspectives et leurs attentes.

Tout ceci doit bien évidemment être aujourd'hui augmenté des activités reprises par l'agence à la suite du GIP du Pays de Cornouaille, et c'est cet ensemble qu'il convient de décliner en programme partenarial de travail pour 2011 dans les grandes lignes suivantes :

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE :

1. Promotion et valorisation économique cornouaillaise :

Animation du comité de stratégie économique et production d'éléments ou études induits par ses réflexions (ex : perspectives de l'aéroport). Principe = 5 réunions /an. Charge de travail selon éléments à rassembler, étudier ou produire et réunion elle-même, sa préparation et son compte rendu.

Développement de la veille stratégique et approche de marketing territorial : mise en évidence des facteurs clés d'attractivité du territoire.

2. Pilotage du projet lalys :

La Cornouaille pôle aliment : démarche de cluster et projet grand public. Poursuite par l'agence de la mobilisation cornouaillaise des partenaires participants ou financeurs de la démarche de cluster et définition ou lancement d'actions collectives. Engagement d'expérimentations à destination du grand public en accompagnement de Quimper Communauté.

Programme de travail sur 2011 : Finalisation des études engagées au 2nd semestre 2010 ; Poursuite de la mobilisation des acteurs et appui d'actions collectives ; expérimentations renforcées sur la dimension grand public (salon à table, matériels de présentation, expo spécifique métiers...).

3. Animation du réseau des communautés et partenaires :

Animation du réseau des techniciens des communautés et partenaires de l'Agence : échange d'informations, formalisation d'éléments ou études d'intérêt technique commun (ex : conditions de mise en œuvre des zones d'activités, pépinières, offre de locaux économiques...). Principe = 5 à 7

réunions /an. Charge de travail selon éléments à rassembler, étudier ou produire et réunion elle-même, sa préparation et son compte rendu.

Soutien ou assistance aux communautés membres : Proposition de contacts en leur présence avec les entreprises significatives de leur territoire pour une meilleure appréhension et au besoin offre d'assistance ponctuelle sur leurs dossiers.

Formalisation de la coopération dans le cadre d'un protocole multi intervenants expérimenté à sa demande sur la CoCoPaQ.

4. Impulsion en matière de recherche et innovation :

Suivi et impulsion des initiatives en matière de recherche et des projets d'entreprises ou de leurs partenaires éligibles au soutien des pôles de compétitivité.

Suivi de l'action et coopération avec les acteurs clés du territoire : relations avec la technopole, l'ADRIA... au titre de l'accompagnement de Quimper Communauté (financeur important) et dans l'intérêt commun des communautés et acteurs cornouaillais.

5. Soutien au développement de l'enseignement supérieur :

Suivi de l'ensemble des dossiers d'enseignement supérieur impliquant Quimper Communauté ou d'autres communautés et recensement des offres de formation sur le territoire cornouaillais. Accompagnement de Quimper Communauté dans ses relations avec l'UBO, le développement de ses formations et sa présence sur Quimper.

6. Observation et suivi des questions d'emploi et de formation :

Définition de grands éléments standards d'une observation commune à l'échelle de la Cornouaille et de ses bassins d'emploi.

Suivi des dossiers d'emploi et formation concernant le territoire cornouaillais, en lien avec les autorités compétentes et leurs partenaires. Suivi le cas échéant des entreprises en difficultés et conventions de revitalisation.

7. Implantations économiques sur Quimper Communauté :

Accompagnement de Quimper Communauté dans ses relations avec les entreprises et dans ses prises de décisions les concernant (contacts permanents, visites d'entreprises, suivi des dossiers, recherche de solutions...).

Assistance de la collectivité dans la conduite de ses grands projets structurants sur leurs aspects économiques et commerciaux (centre ville, Locmaria, congrès et expositions...). Relations avec les investisseurs et opérateurs économiques.

Assistance à la définition, la production et la commercialisation des zones d'activités et du foncier économique.

8. Animation des outils de développement de Quimper Communauté :

Ouverture et lancement en 2011 de la pépinière des innovations, offre spécialisée venant compléter la pépinière généraliste et composant ainsi, au cœur de Creac'h Gwen, un ensemble d'impact cornouaillais.

Assistance de Quimper Communauté pour la gestion de ses divers équipements économiques (pépinières, hôtel d'entreprises et divers sites ou locaux) et la définition ou le renouvellement de son offre en la matière.

TOURISME :

Bien que faisant partie intégrante du développement économique, le tourisme relève ici d'un titre à part pour le repérer distinctement, s'agissant d'un secteur d'activités issu du pays et mobilisant des partenaires et des financements spécifiés. Il est suivi par une commission spéciale formée des communautés qui financent, des partenaires cornouillais et d'une représentation des offices et s'attèle aux actions suivantes, en relation avec les partenaires financeurs :

9. Impulsion et coordination de stratégies cornouillaises :

L'agence s'attachera à construire et valoriser une politique d'accueil commune : guide du tourisme en Cornouaille, promotion de nouvelles initiatives en partenariat avec les offices, et impulser et concourir aux réflexions en matière d'accessibilité du territoire (BGV, aéroport...).

10. Assistance au développement de l'e-tourisme :

Accompagnement des acteurs locaux dans le développement des TIC et de l'e-tourisme : veille, information technologique, accompagnement à l'élaboration des contenus...

11. Soutien aux projets et labellisations pays touristique :

Exercice particulier des missions de pays touristique sur le territoire des communautés concernées (CoCoPaQ, Concarneau Cornouaille, Pays Fouesnantais, Pays Glazik et Quimper Communauté) : examen des projets privés et dossiers de financement, soutien aux EPCI, aux offices et au pilotage de projets.

URBANISME ET AMENAGEMENT :

12. Finalisation du SCoT de l'Odet :

Accompagnement renforcé du Symescoto pour la finalisation du SCoT de l'Odet.

Au premier semestre, travail de contenu, de présentation et de sécurité juridique : calage des derniers éléments de contenu, rédaction du DOO et intégration de l'ensemble des pièces du dossier de SCoT, validations au sein du Symescoto, concertation publique dans les communautés membres et arrêt du projet de SCOT.

Au second semestre, conduite des procédures d'approbation : consultation des personnes publiques associées et des communes, enquête publique, ajustement du projet et approbation finale du SCoT.

13. Coordination Inter SCoT à l'échelle cornouillaise :

Réunion régulière des techniciens en charge des 5 SCoTs : point régulier sur l'état d'avancement de chacun d'eux, les plannings prévisionnels, aléas rencontrés et éléments de cohérence inter SCoTs à travailler. Ces réunions, de l'ordre de 5 à 6 par an, sont le cas échéant ouvertes aux représentants de la DDTM et aux intervenants intéressés par le niveau Inter SCoT.

Etudes, méthodes et référentiels inter SCoT : pourraient être travaillées en 2011 selon les moyens mobilisables: les questions de centralités, densités et formes urbaines, une réflexion de définition et cadrage des méthodes d'observation de la consommation foncière, à mener en inter agences.

Par ailleurs l'agence participe à une commande groupée inter agences consistant à actualiser par les données 2010 le travail du laboratoire Costel présentant la consommation foncière d'après données satellitaires.

14. Accompagnement amont de grands projets urbains :

Participation aux comités de pilotage de grands projets urbains (ex : gare de Quimper et schéma transports, port de Concarneau....) ou aux démarches de planification et études thématiques : apport d'un regard transversal, pluridisciplinaire et d'échelle cornouaillaise.

15. Observation et suivi des dossiers de déplacements et mobilités :

Suivi des enjeux de déplacements moyenne et longue distance avec l'extérieur : aéroport, trafics et liaisons, impulsion de projets de développement. Projet BGV et ensemble des dossiers ferroviaires : suivi des études et réalisations, observation des offres de transports et de l'évolution des trafics.

Suivi des enjeux de déplacements internes à la Cornouaille: recueil des principales données accessibles, mise en évidence et impulsion des potentialités des offres multimodales.

16. Appréhension des dimensions maritimes de la Cornouaille :

A condition de succès dans le cadre de l'appel à projet CPER Etat – Région, lancement d'un travail de connaissance stratégique et de promotion des dimensions maritimes cornouaillaises et de leurs interactions avec le territoire, littoral, rétro-littoral ou cornouaillais dans son ensemble. La Cornouaille représente en Bretagne la moitié de la pêche, l'un des premiers bassins touristique, agricole et industriel, et connaît la pression résidentielle littorale. Le champ d'étude s'étend de la baie de Douarnenez à l'anse du Pouldu.

Bien en amont de démarches opérationnelles, restant à échelle stratégique et cornouaillaise, l'ambition est de réaliser un état des lieux et diagnostic partagé des questions maritimes et de leurs interactions sur le territoire, puis de formuler un cadre d'orientations et des pistes d'actions constituant un appui pour des initiatives de type GIZC (gestion intégrée des zones côtières).

17. Démarches de planification habitat :

Suivi de la mise en œuvre du nouveau PLH en accompagnement de Quimper Communauté et association au pilotage de celui du pays Glazik.

Selon accord de partenariat à préciser avec la communauté, engagement de la réalisation d'un nouveau PLH pour Concarneau-Cornouaille : phase diagnostic au second semestre 2011, avant les phases orientations et actions en 2012, et l'accompagnement de la communauté en procédure d'approbation en 2013.

Expérimentation au second semestre d'un dispositif d'observation de l'habitat, en coopération avec l'Adeupa et en préfiguration d'un accord de partenariat sur les données à compter de 2012 : à présent l'Adeupa assure l'observation pour Quimper Communauté ; à compter de mi 2011 notre agence commencerait à partager cette responsabilité et à l'élargir à la Cornouaille, avant de l'exercer pleinement à compter de 2012.

18. Etude de l'armature urbaine :

Contribution au travail inter agences mis au programme par la Région, consistant à étudier la question de l'armature urbaine bretonne.

Organisation convenue entre agences en 3 phases : recueil et confrontation des analyses et doctrines sur l'armature urbaine en général et bretonne en particulier, mise en évidence d'indicateurs clés de fonctions urbaines et enfin des modèles de développement constatables.

Outre l'intérêt régional de cette étude, l'agence s'attachera dans ce cadre à en tirer une déclinaison cornouaillaise, territoire multipolaire par excellence.

ENERGIE :

Reprise et redimensionnement des fonctions d'agence locale de l'énergie telle que normées par l'Ademe et la Région et précédemment mises en place par le pays de Cornouaille, en combinant les actions suivantes pilotées par une commission spécifique au sein de l'agence :

19. Lancement des diagnostics et accompagnement des démarches PCET :

Mise en œuvre de cette nouvelle mission préparée courant 2010 sous l'égide du Pays, à raison d'une partie diagnostic de territoire commune à l'ensemble de la Cornouaille, permettant ensuite l'engagement des plans climat énergie, orientations et actions, en accompagnement des collectivités pour lesquelles ils sont obligatoires (au-delà de 50.000 habitants, soient : la CoCoPaQ, la 4C, QuimperCo et la ville de Quimper) comme de celles qui voudraient librement s'inscrire dans la démarche.

20. Information énergie auprès du public :

Poursuite de l'espace information énergie destiné aux particuliers : conseils quant à leurs projets ou problèmes d'énergie par accueil en entretiens personnalisés, renseignements à l'occasion de salons, organisation de conférences, visites d'installations...

Cet espace info énergie permet de toucher de l'ordre de 2.000 personnes par an.

21. Conseil en énergie partagé :

Relance de l'action de conseil et accompagnement auprès des collectivités : suivi et analyse des facturations, identification des patrimoines consommateurs, établissement de bilans annuels, réalisation de fiches diagnostics et propositions par bâtiment, accompagnement technique sur projets nouveaux.

Cette démarche visera a minima un ensemble de communes représentant 50.000 habitants et pourrait s'étendre jusqu'au double de cette jauge en fonction des candidatures communales.

PROJET(S) DE TERRITOIRE :

22. Ingénierie du contrat Région – Pays et volet territorial du CPER :

L'agence reprend en continuité la mission d'ingénierie des financements contractualisés définis à l'échelle cornouaillaise : le contrat Région – Pays, qu'elle suivra en son nom propre et le volet territorial du contrat de projet Etat – Région qu'elle suivra pour le compte du GIP qui conserve

cette fonction. Ces missions sont conduites sous contrôle d'une commission spécifique au sein de l'agence.

L'enjeu est d'accompagner les porteurs de projets sur leurs dossiers et de mener à bien ces programmations jusqu'à leur terme, soit un engagement de toutes les opérations pour fin 2012. A fin 2010, restaient à réaliser 0,9 M€ de financements en VT du CPER sur projets identifiés après avenant, 4,7 M€ de financements région enveloppe 2 étaient à l'instruction et 5,7 M€ attendaient la transmission des dossiers, enfin 1,5 M€ de financements région enveloppe 3 étaient à l'instruction.

23. Veille sur les financements contractuels :

Veille d'ensemble sur les financements contractuels pouvant être éventuellement sollicités sur des projets du territoire : fonds européens, lignes sectorielles du contrat de projet Etat – Région, appels à projets... en suivant en particulier les comités régionaux de programmation et de suivi des CPER et fonds européens et en entretenant les contacts utiles à cette fin.

24. Lien avec le conseil de développement :

Le conseil de développement, élément constitutif de la capacité à contractualiser avec la charte et le périmètre du pays, poursuivra son action de représentation de la société civile cornouaillaise auprès de l'agence comme du pays. Ses réflexions, études ou prises de positions résultent de la demande de l'agence ou du pays, de sa propre initiative ou d'autorités comme la région ou le département, et sont menées en toute indépendance. L'agence veille aux bonnes conditions des travaux du conseil de développement et à leur lien avec ses instances comme celles du pays.

25. Territoire numérique, impulsion et suivi des projets très haut débit et d'hermineo :

Bouclage du document d'aménagement numérique instruit en 2010 à l'échelle cornouaillaise mais conditions d'implication opérationnelle qui restent en attente en 2011 : selon la position de l'Etat et de la Région quant à une maîtrise d'ouvrage publique et les effets des prises de position territoriales de tel opérateur privé, le besoin d'accompagnement local des territoires restera à déterminer.

L'agence poursuivra toutefois son accompagnement de Quimper Communauté dans le suivi et la montée en puissance du réseau public hermineo. Elle pourra également s'attacher à investiguer les usages d'internet en Cornouaille.

26. Accompagnement du projet communautaire de Quimper Communauté :

Poursuite du travail engagé fin 2010 d'actualisation du projet de Quimper Communauté.

Réalisation en accompagnement de la collectivité, de ses élus et services, des travaux : de redéfinition des enjeux (actualisation des données, synthèse des documents cadres et des actions et projets engagés), d'actualisation des enjeux et redéfinition des objectifs (synthèses, mises à jour et hiérarchisations), enfin de formalisation redéfinie des priorités et actions.

OBSERVATION ET RESSOURCES :

27. Mise en place du système d'observation de l'Agence :

2011 devra constituer l'année de véritable lancement du système d'observation de l'Agence après les prémices posées en 2010 (sur les besoins, les existants, les disponibilités et partenariats potentiels, l'architecture du système interne...).

A compter du second semestre, prise en mains des données d'observation habitat, implication sur les méthodologies et données foncières, suivi de l'observatoire socio-urbain de Quimper Communauté, définition et engagement d'une observation cornouaillaise sur l'emploi et formation.

28. Développement des capacités de production cartographique :

Après les phases d'installation de l'agence, de prise en mains du système informatique puis d'intégration du pays, la définition des référentiels, de l'architecture et arborescence d'ensemble, cette année verra la montée en charge des capacités de production cartographique de l'agence après les premières expériences 2010, à l'appui de tous travaux d'observation ou productions documentaires.

29. Ressources documentaires et site web :

Suite à la mise en place en 2010 des bases du centre de ressources, reste en 2011 à en poursuivre l'alimentation et à le valoriser, en particulier par le choix d'un logiciel partagé, compatible au mieux avec le fonctionnement du site web de l'agence pour un accès facilité aux ressources.

Le site web de l'agence ouvre en ce début d'année 2011, avec un objectif de présence sur internet et surtout une vocation importante de fonctionnement en extranet avec les membres de l'agence. Cela impliquera qualité, quantité et pertinence des informations, agrément des présentations, ergonomie d'accès et actualité permanente du site.

MANAGEMENT ET GESTION :

30. Recadrage de la gestion du nouvel ensemble Agence – Pays :

L'agence en termes d'effectifs salariés s'est composée en 2010 d'équipes quimpéro-communautaires aux missions élargies et de nouveaux arrivants d'origine externe, puis intègre à présent les équipes venant du pays de Cornouaille et d'ex pays touristiques. Il importera en 2011 de refonder l'organisation et les méthodes de travail, en veillant bien à la transversalité et la multidisciplinarité nécessaires à la performance collective et à l'apport de l'agence au territoire.

Il conviendra également de mettre en œuvre les principes de la convention de transfert des activités du pays et de veiller particulièrement à la bonne implication des élus dans la conduite des projets et au respect du système décisionnel de commissions préalables aux instances statutaires de l'agence.

31. Recalage des budgets et mise en place du suivi budgétaire :

La reprise des activités du pays se fait en toute confiance sur le plan budgétaire, conformément aux conclusions de l'étude de rapprochement menée en 2010, mais il reste à investiguer et assimiler les comptes et les enjeux point par point et les confronter à ceux préexistants de l'agence pour une parfaite visualisation financière de l'ensemble tel qu'il se constitue à présent.

Ceci devra s'appuyer sur de nouvelles modalités et outils de suivi budgétaire et comptable à mettre en place en 2011, garantissant le bon suivi d'ensemble et les précisions analytiques attendues.

Au-delà de ce découpage thématique et des activités spécifiées ci-dessus sur lesquelles l'agence s'investira en 2011, il convient de rappeler que l'apport de l'agence au territoire cornouillais s'exprime tout autant à travers :

- Le fruit des contacts multiples et de la représentation du territoire assurés à longueur d'année auprès des autorités et de leurs institutions, de l'enseignement supérieur, de la recherche et des centres techniques, des entreprises et acteurs économiques, des investisseurs mobilisables. Ces contacts assurent présence et représentation de la Cornouaille à l'échelle régionale et sont à même d'ouvrir au mieux le registre des opportunités de développement.
- L'ensemble des instances et réunions portées par l'agence (AG, CA, bureaux, comités de stratégie économique ou de préparation du programme partenarial, commissions nouvelles sur les actions venant du pays, réseaux des développeurs ou de l'Inter SCoT, groupes de travail thématiques, présentations diverses...) qui offrent au territoire les conditions de sa coordination et cohésion, l'usage régulier des locaux de l'agence apportant de plus dorénavant un lieu bien identifié.
- Les moments de nature événementielle organisés à l'échelle cornouillaise et hérités du pays de Cornouaille, à travers les journées de Cornouaille en fin d'année (Bolloré, très haut débit ou énergie) ou les assemblées générales de fin de premier semestre, à préserver dans un format ouvert pour contribuer à diffuser le plus largement l'information et les travaux.

Budget 2011

Le budget 2011 de l'agence Quimper Cornouaille Développement est le premier budget intégrant les activités précédemment exercées par le pays de Cornouaille, dont les comptes viennent par conséquent s'ajouter à ceux de l'agence dans sa configuration originelle.

Le tableau de synthèse accompagnant les comptes détaillés permet de rendre compte le plus simplement des caractéristiques de ce budget global 2011 qui se monte à 1.912.741 €.

Pour la clarté des comptes et le besoin de suivi de la part des financeurs, ce premier budget ainsi consolidé est présenté selon un découpage analytique en 4 colonnes faisant apparaître la base agence, la base pays, les pôles tourisme et énergie.

De plus, à l'exemple des budgets publics locaux, il fait apparaître les charges et financements affectés à chaque secteur analytique en opérations réelles (donnant lieu à mouvements de trésorerie), et se complète par un tableau des opérations d'ordre (sans mouvements de trésorerie) soulignant précisément les contributions entre secteurs analytiques.

Ce budget est composé :

- à hauteur de 22% de charges de fonctionnement et d'investissement (378.321 et 46.950 €) pour l'activité courante de l'agence: investissements courants, locaux, véhicules, fournitures, informatique et télécommunications, déplacements et missions...
- à hauteur de 12% de frais d'études et prestations (236.800 €): ceci représente la marge d'action de l'agence pour des études ou prestations ponctuelles ou pour assurer la part d'autofinancement nécessaire au portage de projets de dimension collective ;
- à hauteur de 61% de frais de personnel au sens large (484.000 + 53.254 + 631.588 €): remboursement de mise à disposition de 9 agents, taxe sur les salaires, rémunération et charges de 15 salariés directs de l'agence.
- enfin 4% restent en provisions pour dépenses imprévues.

Il est globalement financé comme suit :

- 9% de contributions supra-cornouaillaises à l'agence d'urbanisme (au total 167.000 €): de la part de l'Etat, de la région et du département ;
- 18% de contributions supra-cornouaillaises sur les autres missions (au total 341.655 €) : de la part de la région, du département et de l'Ademe ;
- 47% de Quimper Communauté (896.075 €): portage principal du budget agence d'urbanisme et contributions fonction de la population au pays et au tourisme ;
- 19% des communautés de communes (354.011 €) : contributions fonction de la population à l'agence d'urbanisme (sauf pour une contribution forfaitaire) ainsi qu'au pays et pour certaines d'entre elles au tourisme ;
- 8% des autres contributeurs cornouaillais (au total 154.000 €) : de la part du Symescoto et autres financeurs pour l'agence d'urbanisme, des communes pour le pôle énergie.

Ce projet de budget présente en particulier les caractéristiques suivantes :

- **Une reconduction des niveaux précédemment acquis de financement de ses diverses composantes :** contributions escomptées des partenaires supra cornouaillais aux titres de l'agence d'urbanisme, du pays, du tourisme et de l'énergie ; contribution agence de Quimper Communauté légèrement réévaluée (année pleine) et maintien des taux de contributions des communautés aux titres de l'agence (0,50 € /hab), du pays (0,65 € /hab) et le cas échéant du tourisme (0,50 € /hab) ; recettes attendues des communes à raison de 1€ /hab pour le conseil en énergie partagé.
- **Des contributions ponctuelles à l'agence :** la contribution du département représente la 2nde tranche d'une aide au démarrage de l'agence et celle du Symescoto est ponctuellement renforcée de 40.000 € sur 2011. D'autres perspectives de complément de contributions ne sont pas intégrées à ce stade (ex : réalisation de PLH).
- **Une adaptation de l'organisation et des postes :** du fait de l'intégration du pays, suppression du poste de directeur pays, spécialisation d'un agent sur un poste d'assistante de gestion et création d'un poste de secrétariat. Par ailleurs, complément de l'équipe urbanisme par un assistant d'études (financé en CDD cette année au titre des travaux sur le SCoT de l'Odet) et de l'équipe énergie par un conseiller en énergie partagé (reconstitution du poste suite à spécialisation du précédent titulaire sur les plans climat énergie territoriaux).
- **Un équilibre des secteurs d'activité assuré par le pays :** il concourt à l'équilibre de la partie agence pour 37.500 € au titre du travail sur le schéma directeur d'aménagement numérique et pour 23.998 € de part autofinancement du pôle énergie. La partie tourisme assure son propre équilibre.
- **Des marges d'action disponibles :** à hauteur de 80.000 € d'études et prestations reconduites au budget agence, plutôt à vocation ponctuelle en fonction des besoins de travaux de l'année, et de 95.000 € au budget pays, disponibles pour assurer la part d'autofinancement nécessaire au portage de projets de dimension collective : ex lalys, maritimité, usages haut débit... De plus l'agence conserve 40.000 € et le pays 41.558 € de dépenses imprévues, provisions de sécurité sur les charges ou sur les produits.
- **Par ailleurs, suite aux exercices précédents :** les rattachements hérités du GIP seront à confirmer en réalisation par l'agence ; leur surplus de recettes sur dépenses devra permettre en particulier de reconstituer l'excédent de 90.000 € dû au tourisme. L'agence disposera également à clôture de ses comptes du résultat de son exercice 2010 ; en report à nouveau, il participera à la sécurité pluriannuelle de ses équilibres.

Au total, Quimper Cornouaille Développement disposera dans les conditions exposées ci-dessus d'un budget global lui permettant de répondre à l'ensemble des enjeux et attentes de son programme de travail tout en garantissant ses équilibres à moyen terme.

Quimper Cornouaille Développement
Budget synthétique

BUDGET 2011 QCD: **QCD** **PAYS** **TOURISME** **ENERGIE** **TOTAL** **%**

Opérations réelles:

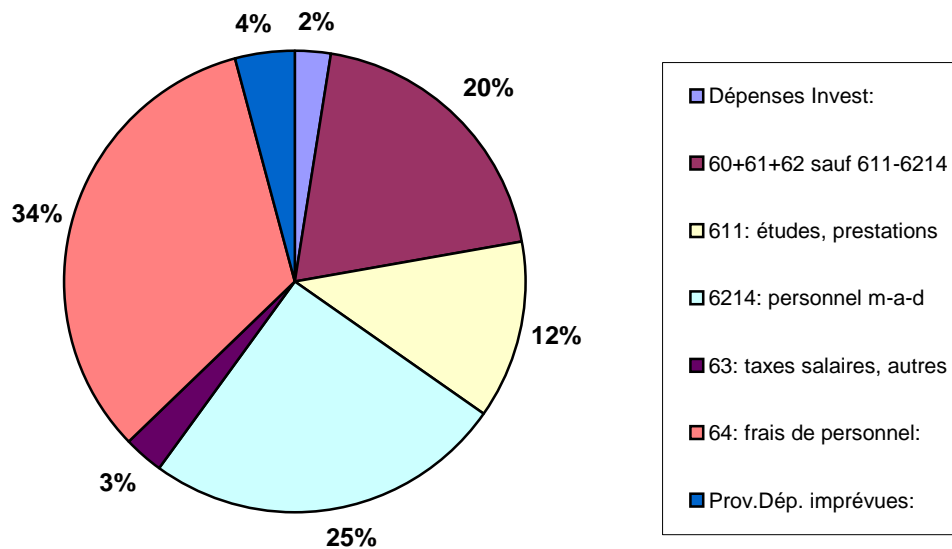
Dépenses Invest:	31 250	5 000	4 700	6 000	46 950	2%
60+61+62 sauf 611-6214	286 699	9 550	40 472	41 600	378 321	20%
611: études, prestations	80 000	95 000	56 800	5 000	236 800	12%
6214: personnel m-a-d	484 000				484 000	25%
63: taxes salaires, autres	26 640	8 256	10 792	7 836	53 524	3%
64: frais de personnel:	270 398	117 584	144 044	99 562	631 588	33%
Total Dépenses Fonct:	1 147 737	230 390	252 108	153 998	1 784 233	93%
Prov.Dép. imprévues:	40 000	41 558			81 558	4%
Total Dépenses	1 218 987	276 948	256 808	159 998	1 912 741	100%
Contrib° Etat	92 000				92 000	5%
Région	25 000	115 975	64 400	43 000	248 375	13%
Département	50 000		75 280		125 280	7%
Quimper Communauté	792 000	58 825	45 250		896 075	47%
Communautés de Cnes	118 487	163 646	71 878		354 011	19%
Symescoto	100 000				100 000	5%
Ademe				43 000	43 000	2%
Autres contributeurs	4 000			50 000	54 000	3%
Total Recettes:	1 181 487	338 446	256 808	136 000	1 912 741	100%
Ecart R-D réelles:	- 37 500	61 498	-	- 23 998	-	

Opérations d'ordre:

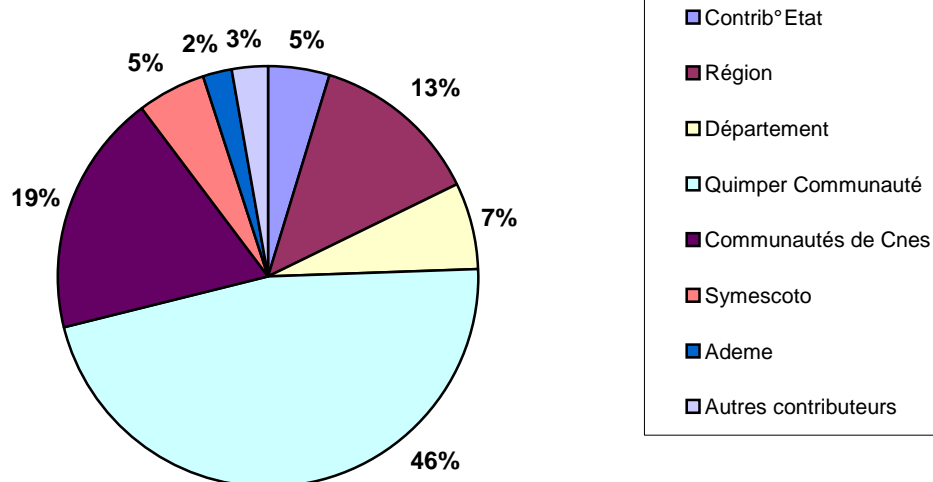
68: dota. amortissements	24 335	3 656	2 029	5 767	35 787	
autres Dép. Fonct (ordre)		37 500			37 500	
		23 998	2 029		26 027	
total:	24 335	65 154		5 767	95 256	
			2 029			
Recettes Invest (ordre):	24 335	3 656		5 767	33 758	
autres recettes d'ordre:	37 500			23 998	61 498	
total:	61 835	3 656		29 765	95 256	
Ecart R-D ordre:	37 500	- 61 498	-	23 998	-	

Ecart Réel +Ordre:	-	-	-	-	-	
---------------------------	----------	----------	----------	----------	----------	--

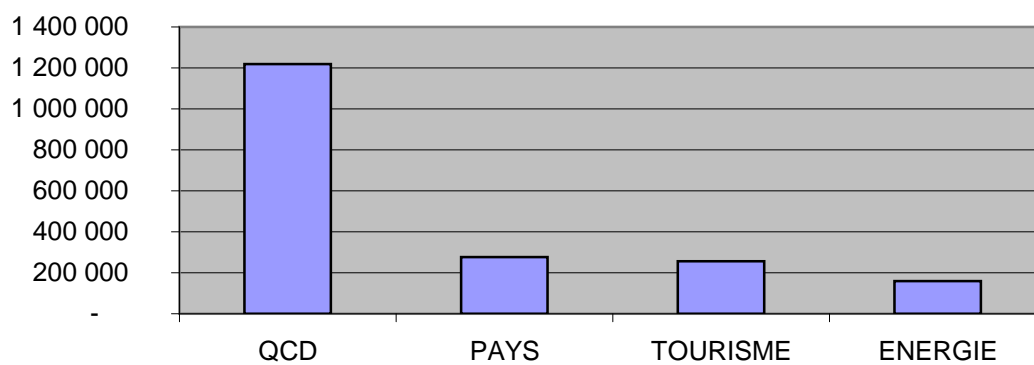
Dépenses par nature 2011



Recettes par nature 2011



Dépenses par fonction



Quimper Cornouaille Développement
Budget 2011 détaillé

INVESTISSEMENT : Dépenses

compte	libellé	QCD	PAYS	TOURISME	ENERGIE	TOTAL
205	Concessions, brevets, licences, marques.					
	charte graphique K unique					
	licences info + tel	6 000	1 000	1 000	1 000	9 000
	site internet	12 000				12 000
	constitution systeme d'info (SIG)					
	honoraires agence immo					
205	TOTAL IMMOS INCORPORELLES	18 000	1 000	1 000	1 000	21 000
218	Agencement, mobilier, matériel informatique					
21810000	agencement (mobilier + informatique)	3 000	2 000	2 000	2 000	9 000
21830000	Matériel de bureau et informatique	5 000	2 000	0	2 000	9 000
21840000	Mobilier	5 000		1 000	1 000	7 000
218	TOTAL IMMOS CORPORELLES	13 000	4 000	3 000	5 000	25 000
275	Dépôt de garantie	250		700		950
Total dépenses		31 250	5 000	4 700	6 000	46 950

FONCTIONNEMENT : dépenses

compte	libellé	QCD	PAYS	TOURISME	ENERGIE	TOTAL
60610000	Carburant	2 500	200	0	700	3 400
60610100	Edf	8 000	500	800	2 200	11 500
60610200	Eau	1 000	50	100	100	1 250
60630000	Fournitures entretien et petit équipement	2 000	200	0	500	2 700
60640100	Fournitures : administratives	12 000	1 500	2 000	2 000	17 500
60680000	Fournitures : diverses	1 500	500	0	700	2 700
60	total 60	27 000	2 950	2 900	6 200	39 050
61100000	Sous traitance (études, prestations)	80 000	95 000	56 800	5 000	236 800
61320100	Locations : immobilières + charges	95 000		12 000	12 000	119 000
61350000	Locations : véhicule	12 000		2 000	2 000	16 000
61500100	Entretien des locaux	12 000		1 100	1 200	14 300
	maintenance + divers informatique	9 000	1 000	2 372		12 372
61600000	Assurances	4 000	100	200	200	4 500
61800100	Formations	10 000		1 000		11 000
61802000	Documentation	25 000			2 000	27 000
61	total 61	247 000	96 100	75 472	22 400	440 972
62140000	Personnel mis à disposition	484 000				484 000
62261000	Honoraires : comptables	8 000	1 000	1 500	1 500	12 000
62264000	Honoraires : divers (dont agence immo)	0		1 200		1 200
62270000	Frais d'actes et de contentieux					0
62360000	Catalogues et imprimés	15 000		0	1 000	16 000
62370100	Publicité, annonces	5 000		0	2 000	7 000
62510100	Frais de déplacement	15 000	2 500	5 650	4 000	27 150
62570000	Réceptions	10 000		0	1 000	11 000
62610000	Frais postaux	4 334	1 000	800	2 000	8 134
62620000	Téléphone	7 000		1 000	2 000	10 000
62621000	Téléphone mobile	6 000	500	1 500	500	8 500
62622000	location fibre noire	12 000			2 000	14 000
62700000	Services bancaires	365				365
62800500	Cotisations	8 000	500	6 250		14 750
62840000	Frais de recrutement personnel	2 000		1 000	2 000	5 000
62	total 62	576 699	5 500	18 900	18 000	619 099
63110000	Taxe : sur les salaires	19 140	8 256	10 092	6 986	44 474
	autres impôts et taxes	7 500		700	850	9 050
63	total 63	26 640	8 256	10 792	7 836	53 524
64100500	Salaires : bruts CDI	163 400	82 236	100 200	51 840	397 676
	salaires bruts CDD	27 848			17 622	45 470
645	Cotisations sociales	78 650	35 148	43 644	30 000	187 442
64750500	Cotisations : médecine du travail	500	200	200	100	1 000
64	total 64	270 398	117 584	144 044	99 562	631 588
68	Dotation aux amortissements	24 335	3656,06	2029,61	5767,89	35 789
	Dépenses imprévues	40 000	41 558			81 558
total dépenses fonctionnement		1 212 072	275 604	254 138	159 766	1 901 580

Quimper Cornouaille Développement
Budget 2011 détaillé

INVESTISSEMENT : Recettes

compte	libellé	QCD	PAYS	TOURISME	ENERGIE	TOTAL
11	report à nouveau					
28	amortissement des immos	24 335	3 656	2 030	5 768	35 789
Total recettes		24 335	3 656	2 030	5 768	35 789

FONCTIONNEMENT : recettes

compte	libellé	QCD	PAYS	TOURISME	ENERGIE	TOTAL
74000000	Subventions					0
	Etat	92 000				92 000
	Conseil régional :	25 000	115 975	64 400	43 000	248 375
	- chargé mission numérique		18 750			18 750
	- ingénierie pays		97 225			97 225
	- aide fonct agence	25 000				25 000
	- aide fonct pôle tourisme			44 400		44 400
	- actions tourisme			20 000		20 000
	- EIE				25 000	25 000
	- PCET				18 000	18 000
	ADEME :				43 000	43 000
	- EIE				25 000	25 000
	- PCET				18 000	18 000
	CG29	50 000		75 280		125 280
	Communautés	118 487	163 646	71 878		354 011
	-cotisation QCD	118 487				118 487
	-cotisation Pays 0,65/hab		163 646			163 646
	- cotisation pôle tourisme			71 878		71 878
	Quimper Co	792 000	58 825	45 250		896 075
	-cotisation QCD	792 000				792 000
	-cotisation Pays 0,65/hab		58 825			58 825
	- cotisation pôle tourisme			45 250		45 250
	Communes : adhésion CEP				50 000	50 000
	SYMESCOTO	100 000				100 000
	Chambres consulaires, autres....	4 000				4 000
Total recettes fonctionnement		1 181 487	338 446	256 808	136 000	1 912 741

Quimper Cornouaille Développement
Budget 2011 détaillé

	QCD	PAYS	TOURISME	ENERGIE	TOTAL
total dépenses fonct	1 212 072	275 604	254 138	159 766	1 901 580
Total dépenses invest.	31 250	5 000	4 700	6 000	46 950
total dépenses f + i	1 243 322	280 604	258 838	165 766	1 948 530
Total recettes fonct	1 181 487	338 446	256 808	136 000	1 912 741
Total recettes inv	24 335	3 656	2 030	5 768	35 789
total recettes f+i	1 205 822	342 102	258 838	141 768	1 948 530
ECART R-D	-37 500	61 498	0	-23 998	0

Cotisations 2011

Suite à l'intégration des activités antérieurement exercées par le pays de Cornouaille, les cotisations à prendre en compte par Quimper Cornouaille Développement se déclinent de la manière suivante :

- Cotisation annuelle agence des communautés de communes à voix délibérative : 0,50 € /habitant (population totale) ;
- Cotisation annuelle forfaitaire agence des autres membres adhérents ou communautés à voix consultative : 1.000 € ;
- Cotisation annuelle pays des communautés de communes ou d'agglomération : 0,65 € /habitant (population totale) ;
- Cotisation annuelle tourisme des communautés adhérentes à l'action : 0,50 € /habitant (population totale) ;
- Cotisation annuelle des communes adhérentes à l'action conseil énergie partagé : 1 € /habitant (population totale).

NB, par ailleurs :

1. Les membres de droit, Etat, région, département et Quimper Communauté contribuent aux charges de l'agence selon leurs règles propres ;
2. Les membres adhérents de l'agence peuvent être appelés à compléments de contribution en fonction du volume de travaux du programme partenarial les concernant spécifiquement (ex : plan de financement du DAC 2010, contribution de base et supplément 2011 pour le Symescoto, ou encore hypothèse de réalisation de PLH pour une communauté...).

Il est proposé de reconduire les principes et niveaux de cotisations ci-dessus pour 2011, cotisations intégralement versées à Quimper Cornouaille Développement dans sa nouvelle configuration.

Ressources Quimper Cornouaille Développement

Financements cornouillais 2011

financeurs	population INSEE 2011	QCD	PAYS	TOURISME	ENERGIE	TOTAL €
Quimper Communauté	90501	792 000,00	58 825,65	45 250,50		896 076,15
<i>EPCI :</i>						
C.C. Châteaulin Porzay	16658	8 329,00	10 827,70			19 156,70
COCOPAQ	54177	27 088,50	35 215,05	27 088,50		89 392,05
CC Concarneau Cornouaille	51199	25 599,50	33 279,35	25 599,50		84 478,35
CC Haut Pays bigouden	17257	8 628,50	11 217,05			19 845,55
CC Pays Bigouden Sud	38096	19 048,00	24 762,40			43 810,40
CC Pays de Douarnenez	20206	10 103,00	13 133,90			23 236,90
CC Pays Fouesnantais	27574	13 878,00	17 923,10	13 787,00		45 588,10
CC Pays Glazik	10806	5 403,00	7 023,90	5 403,00		17 829,90
CC Cap Sizun	16790	1 000,00	10 913,50			11 913,50
s/total EPCI		119 077,50	164 295,95	71 878,00		355 251,45
Symescoto		100 000,00				100 000,00
SIOCA		1 000,00				1 000,00
Chambre des Métiers		1 000,00				1 000,00
CCI Quimper Cornouaille		1 000,00				1 000,00
Chambre d'Agriculture		1 000,00				1 000,00
communes					50 000,00	50 000,00
Total	343264	1 015 077,50	223 121,60	117 128,50	50 000,00	1 405 327,60

- la fragilité des interrelations terre – mer, la pression anthropique et celle des activités d'un territoire en dynamique économique sur l'espace naturel qu'est la mer et la ressource qu'il représente ;
- la concurrence des usages sur la zone littorale et la bande côtière et les nouvelles opportunités de développement à partir de la ressource marine dans toutes ses dimensions ;
- la question de l'implication maritime de la Cornouaille et de ses populations, avec une contraction des métiers, une moindre proportion de gens de mer et un regard sur la mer pouvant devenir plus contemplatif ou de simple agrément.

C'est pour toutes ces raisons que le cadre d'études doit être large, du grand large à la tête des bassins versants, avec un parti pris de regard d'abord depuis le large et revenant vers la terre.

Nous proposons en ce sens de poser un cadre d'étude en mer tiré à 50 milles au droit des côtes à partir des limites à terre du territoire cornouaillais, soit, à l'ouest, de la pointe sud de la presqu'île de Crozon permettant d'englober toute la baie de Douarnenez et, à l'est, de l'embouchure de la laïta et la pointe ouest de Groix.

Cette « mer de Cornouaille » touche ainsi les grands couloirs de navigation, l'entrée sud du rail d'Ouessant, les trafics vers Nantes – St. Nazaire et l'entrée ouest de Lorient. Elle englobe le plateau continental qui est l'espace de pêche de proximité et aborde même le talus continental (NB : tout en rappelant que nos espaces de pêche se situent également au loin, en ouest manche, sud et ouest Irlande pour nos hauturiers, ou autour des Açores ou des Seychelles pour nos thoniers océaniques).

Sa partie côtière, en gros la bande des trois milles, fera bien entendu l'objet de l'étude la plus détaillée, ainsi que la zone littorale où se situent le maximum de sujets d'interrelations terre - mer. Enfin l'espace à terre sera l'ensemble de la Cornouaille. Il faudra un regard plus spécifique sur la partie littorale mais géographiquement notre pays de Cornouaille va jusqu'aux lignes de crête des montagnes noires (+ menez hom) et englobe de fait les bassins versants jusqu'à leur tête, et en termes d'activités et de populations tout en Cornouaille se situe à moins de 20 mn d'un littoral.

Les principaux objectifs du projet seront :

- de construire une vision partagée de la mer de Cornouaille, d'aujourd'hui et de demain,
- ceci dans une vision d'ensemble mer - terre de la Cornouaille et de son économie,
- de développer le sentiment d'appartenance, de faire partie de l'équipage,
- d'augmenter les potentialités et opportunités de développement par le maritime.

Le groupe projet au cœur de l'agence sera constitué de 3 à 4 présidents d'EPCI littoraux et une équipe dédiée au sein de le l'agence (directeur, directeur adjoint aménagement et chargé d'études à plein temps sur le projet).

Seront associés au travail dans ses différentes étapes l'ensemble des élus, des autorités, des services publics et des forces vives concernées :

- les élus des EPCI et de leurs SCoTs ainsi que leurs techniciens,
- la DDTM, tant dans ses parties maritime qu'urbanisme et la DREAL, le département et la région ainsi que les chambres consulaires,
- les scientifiques et experts, les professionnels et représentants des secteurs d'activité concernés,

- les autres coordinateurs de GIZC (SIOCA) et les agences d'urbanisme voisines, en particulier Lorient qui présente un projet comparable au titre du SCOT du Pays de Lorient et avec laquelle nous coopérerons.
- les usagers et leurs représentants, le conseil de développement du pays, le regard des artistes, les habitants...

Le travail pourrait se dérouler schématiquement selon la méthodologie suivante, autour des questions : la mer de Cornouaille, quelle est-elle ? puis : la mer de Cornouaille, quel avenir ?

- Travail d'abord de collecte : ce qu'est la mer (hydrographie et océanographie), ce qui se passe en mer (pratiques et réglementation), les interrelations terre - mer (données physiques et naturelles), le littoral (espace de concurrence).
- Travail ensuite de diagnostic transversal : production de documents, de cartographies... et animation de réflexions croisées. Puis idée de restitution par une exposition à vocation large, visant les usagers et habitants autour du rapport général à la mer.
- Scénarisation des possibles prospectifs : que peut-il advenir, que pouvons-nous faire ? Évaluation des enjeux majeurs, des tendances lourdes et variables clés puis établissement de scénarios tendanciels ou contrastés.
- Définition d'orientations et principes : qu'allons-nous faire ? Idée au terme de la démarche d'un plan stratégique s'offrant comme référence aux diverses actions publiques.

A titre indicatif, chacun de ces points devrait mobiliser sur environ 9 mois, soit un projet sur 3 ans.

Les moyens dédiés à la conduite de ce projet par l'agence seraient les suivants :

- Direction de projet : le directeur de l'agence et le directeur d'études aménagement;
- Chef de projet : un chargé d'études dédié, recruté à l'issue du résultat de l'appel à projet ;
- Appui technique : centre de ressources de l'agence (informaticien-cartographe, documentaliste-webmestre, statisticien multi-observatoires) et secrétariat;
- Coopérations diverses : apport en transversalité de l'ensemble des équipes de l'agence.

Le budget prévisionnel se présente comme suit :

Charge annuelle moyenne de 120.000 € sur trois ans, soit 60.000 € sur 2011 (démarrage mi année), 120.000 € par an sur 2012 et 2013, enfin, 60.000 € sur 2014 (clôture mi année).

Financement sollicité à hauteur de 80% sur appel à projet CPER, l'agence assumant sur son budget l'autofinancement des 20% restant.

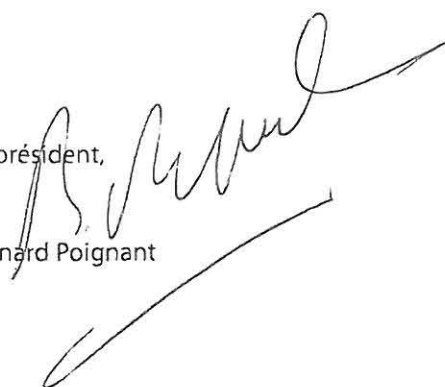
Vous trouverez ci-joint une carte proposant le cadre d'étude ainsi que le schéma budgétaire du projet.

Nos instances, Conseil d'administration et Assemblée Générale, se réuniront le 7 mars et délibéreront sur le projet. Le complément des pièces du dossier pourra alors vous être transmis sous une dizaine de jours.

Vous remerciant de la meilleure prise en compte de notre présente candidature à l'appel à projet « GIZC », je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération la plus distinguée,

Le président,

Bernard Poignant

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Bernard Poignant', written in a cursive style. The signature is positioned above the printed name 'Bernard Poignant' and extends to the right and slightly downwards.

**QUIMPER CORNOUAILLE DEVELOPPEMENT,
APPEL A PROJET GIZC > MER ET LITTORAL, PROJET DE BUDGET:**

(période)	(01/07>)	(année)	(année)	(<30/06)	
Charges:	2 011	2 012	2 013	2 014	total 3 ans
Ch.Et	25 000	50 000	50 000	25 000	150 000
FG agence	12 000	25 000	25 000	13 000	75 000
études-st	20 000	35 000	35 000	15 000	105 000
anim-com	3 000	10 000	10 000	7 000	30 000
total:	60 000	120 000	120 000	60 000	360 000

Produits:	2 011	2 012	2 013	2 014	total 3 ans
CPER:	48 000	96 000	96 000	48 000	288 000
Agence:	12 000	24 000	24 000	12 000	72 000
total:	60 000	120 000	120 000	60 000	360 000

Soit, en termes de contenu sur les charges:

Ch.Etudes 50.000 € chargé taxé /an => 2.800 bruts / mens.

Frais Agence poste lui-même: locaux + déplacements + informatique + tel
appui du poste : encadrement + doc-carto-observ-secret-accueil

Etudes 35.000 / année pleine => 29.000 HT > env. 40 jours à 750 €

Anim-Com enveloppe spécifique (anim, séminaires, expo, outils com...)

NB: en fonction des conditions de recrutement le coût du poste de chargé d'études peut varier de +/- 10% => en ce cas l'équilibre du budget se fera par un +/- de même niveau sur les postes études et/ou anim-com, le poste de frais généraux agence restant calculé à raison de 50% d'un coût de poste standard à 50.000 €.

En termes de financement:

Participation sollicitée à hauteur de 80% sur l'appel à projet CPER.

Autofinancement de l'agence à hauteur de 20%.



Affaire suivie par ronan MARCEL
T 02 98 10 34 14
E ronan.marcel@quimper-
cornouaille-developpement.fr

Monsieur le Président de la Région Bretagne
Direction de la mer, du développement maritime
et du littoral
283 av. du Général Patton
CS 21101
35711 RENNES CEDEX 7

Quimper, le 2 mars 2011

Objet : appel à projet GIZC
CPER politique maritime intégrée

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur, au nom de Quimper Cornouaille Développement, de vous présenter notre candidature à l'appel à projets de gestion intégrée de la zone côtière, lancé dans le cadre du grand projet « développer une politique maritime intégrée » du contrat de projet Etat / Région 2007 – 2013.

Quimper Cornouaille Développement est une association Loi 1901, sous statut d'agence d'urbanisme agréée, ayant pour objet le développement économique et l'aménagement de la Cornouaille et assurant également les fonctions de pays de Cornouaille, projet de territoire, tourisme et énergie.

Elle constitue une structure d'ingénierie stratégique territoriale partagée, agissant en programme partenarial au bénéfice commun de ses membres que sont la totalité des EPCI du pays de Cornouaille et leurs syndicats de SCoT, les chambres consulaires, l'Etat, la région et le département, et bientôt Pôle Emploi et l'université de Bretagne occidentale qui sont invités à nous rejoindre. Au terme de sa création en 2010 et de l'intégration des activités pays en 2011, l'agence représente 24 emplois et un budget de 1,9 M€. Elle est installée à Quimper sur le pôle de creac'h gwen.

Cette configuration nous semble parfaitement adaptée pour mener un projet d'envergure de recherche, analyse et réflexion partagées permettant de définir des orientations stratégiques de préservation et développement de notre espace maritime et littoral à l'échelle pertinente d'un grand territoire.

La Cornouaille c'est 330.000 habitants, plus de 10% de la population bretonne, 2.500 km², 9% de la surface de la Bretagne, et 330 km de linéaire côtier, 12% du linéaire breton. C'est aussi et surtout une grande façade maritime, la moitié de la pêche bretonne, un territoire agricole et industriel de premier plan, un nautisme de pointe, l'un des principaux bassins touristiques et un espace d'attractivité résidentielle à l'échelle de la Bretagne.

Les enjeux qui apparaissent relèvent de plusieurs ordres, bien évidemment représentatifs des trois piliers du développement durable :

Cadre d'étude



ialys : les projets 2011

En 2010, le pôle aliment **ialys** porté par Quimper Cornouaille Développement (QCD) a été officiellement lancé. Ce réseau d'acteurs de l'aliment de la fourche à la fourchette (équipementiers de l'agroalimentaire, restaurateurs / traiteurs, entreprises agroalimentaire, métiers de bouche, organismes de formations et d'aide à l'innovation, R&D, agriculteurs et pêcheurs, se réunit pour construire un programme d'actions pour mutualiser et valoriser les initiatives de la filière sur le territoire de la Cornouaille.

Depuis septembre 2010, deux axes en interrelation ont été développés pour ialys :

- la mobilisation des acteurs de la filière pour une mise en synergie sur le territoire de l'ensemble constitué par les professionnels et les entreprises de la filière, les prestataires spécialisés, les structures de formation, de recherche,... Cette dynamique de cluster a abouti au lancement de groupes de travail thématiques par typologie où plus de 60 acteurs ont été réunis pour évoquer leurs problématiques et commencer le travail en réseau pour rendre visible leurs savoir-faire, produits et métiers. Cet axe de travail à l'échelle cornouaillaise doit se poursuivre en 2011 porté par Quimper Cornouaille Développement.

- la pré-étude de faisabilité d'un centre pédagogique et ludique qui pourrait assurer la promotion de l'ensemble des acteurs de ialys, des aliments de la terre comme de la mer, des savoir-faire et les métiers de l'alimentation. Des études de marché mais aussi des enquêtes sur les attentes des professionnels et du public en termes de muséographie sont à lancer avant d'élaborer le concept muséographique. Cette partie études comme les actions de communication expérimentales auprès du grand public menées en vue d'un équipement public ne pouvant être portées par l'agence et seront menées par Quimper Communauté (Festival A Table!, présence de ialys sur des manifestations grand public, ...).

Des rencontres avec l'Etat ont permis de valider la légitimité du projet ialys en Cornouaille et d'obtenir un accord dans le cadre du volet territorial du CPER pour un montant de 375 K€ sur 3 ans. La Région sera sollicitée pour soutenir la démarche pour un montant équivalent de 375K€ sur les 3 prochaines années.

L'enveloppe du Volet territorial du CPER de 375 K€ sera répartie entre Quimper Cornouaille Développement et Quimper Communauté pour un montant de 150K€ en 2011: 50K€ pour QCD pour l'animation du cluster et 100K€ pour Quimper Communauté pour le Festival A Table!, les outils expérimentaux et les études des attentes du public et des professionnels.

Il est proposé pour Quimper Cornouaille Développement de poursuivre les actions d'animation du cluster ialys en 2011 avec un budget détaillé ci-dessous :

- | | |
|---|-----------|
| - Animation (frais de consultants, organisation de réunions, ...) | : 50 000€ |
| - Pilotage par Quimper Cornouaille Développement | : 40 000€ |
| - Communication (panneaux, plaquettes, ...) | : 10 000€ |

Soit un total de 100 000€ financé par 50 000€ de CPER volet territorial, le complément pouvant être apporté à raison de 25 000€ par la Région Bretagne et un autofinancement de QCD de 25 000€.
